

EKONOMI

TIMOTHÉE PARRIQUE AU LUXEMBOURG

Celui que tout le monde invite, mais que personne n'écoute

Fiorila Hell

L'économiste de la décroissance
Thimothée Parrique était l'invité de
la soirée organisée par le Conseil
Supérieur du Développement
Durable (CSDD), à l'occasion de
son vingtième anniversaire, le 11
octobre. Le débat, intitulé « One
planet – our future : réimaginer la
prospérité dans un monde fini », a
opposé les thuriféraires d'une
croissance infinie aux soutiens de la
décroissance.

Pour célébrer ses vingt ans, le CSDD a invité plusieurs intervenant·es à s'exprimer et à débattre sur le thème de la décroissance au Luxembourg, dont Timothée Parrique, chercheur français à l'université de Lausanne et auteur du livre « Ralentir ou Périr : L'économie de la décroissance », paru en 2022. Le court passage de l'expert de la décroissance au Luxembourg n'est pas passé inaperçu, suscitant l'attention de médias, curieux de se confronter à cette idée audacieuse, voire dérangement, pour le modèle économique luxembourgeois. Pour l'économiste, la conclusion de cette épopée grand-ducale pourrait se résumer à d'abondants échanges avec des journalistes et des acteur·rices économiques durant lesquels une chose était évidente : Timothée Parrique, tout le monde se l'arrache, mais personne ne l'écoute. Personne, sauf l'assemblée convaincue, venue l'entendre à la soirée d'anniversaire du CSDD.

À l'ouverture de cet événement, Romain Poulles, président de l'institution, a posé la question motrice de cette soirée : « Le pays doit-il organiser sa décroissance ? » Il a réaffirmé l'engagement du CSDD dans la recherche de réponses à ces interrogations qu'il a qualifiées de « sensibles mais nécessaires ». Son discours a été suivi par une allocution de Serge Wilmes, le ministre CSV de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, qui a salué les initiatives portées par le CSDD au cours des vingt dernières années, tout en prenant note du commentaire un brin provocateur de Romain Poulles, qui a déploré le manque de financement accordé par le ministère de l'Environnement.

Le professeur Christian Schulz, chercheur à l'Université du

Luxembourg, spécialiste de la post-croissance, a ensuite introduit la question thématique de la soirée : « Comment réimaginer la prospérité dans un monde fini ? » Cette question repositionne la finalité des ressources naturelles au cœur du concept de prospérité, soulignant l'incompatibilité entre une croissance exponentielle et une durabilité à long terme. Le chercheur a dressé un état des lieux de la situation économique du Luxembourg, mettant en lumière les défis propres au grand-duché : un secteur monolithique, des émissions de CO₂ alarmantes (le Luxembourg se classant au deuxième rang mondial des émetteurs de gaz à effet de serre par habitant), un risque accru d'inégalités sociales et une urbanisation rapide, marquée par l'augmentation des surfaces artificialisées. Le constat est clair : le modèle économique de croissance exponentielle ne permet plus un avenir durable au Luxembourg.

Empreinte écologique et justice sociale

Timothée Parrique s'est ensuite emparé du micro. Devant une salle comble, le chercheur a démontré ses talents de vulgarisateur avec une grande éloquence. Saupoudré de métaphores simples et efficaces, son discours pédagogique a éclairé une audience manifestement acquiescente aux enjeux de la décroissance. Première étape, comprendre le découplage des courbes (absolu ou relatif) entre la croissance économique et la consommation des ressources. Le Luxembourg présente un écart très important entre sa production et sa consommation de ressources, plaçant le pays au deuxième rang mondial sur l'échelle de la surchauffe écologique. Deuxième point crucial, l'empreinte écologique et la justice sociale qui sont au cœur des modèles de décroissance et privilégient le bien-être comme indicateur principal de prospérité, plutôt que le PIB.

Le vulgarisateur affûté a décortiqué avec humour les enjeux et stratégies de la décroissance, notamment par cette métaphore récurrente au cours de la soirée : organiser la décroissance s'appréhenderait comme

un régime amincissant. « Il faudrait d'abord établir un inventaire de la biocapacité (les ressources disponibles) et de l'empreinte du pays (les ressources consommées) afin de comprendre de combien il faut décroître, et par quels secteurs commencer », explique-t-il. « Demander aux populations les plus vulnérables de se serrer la ceinture dans le cadre d'une réduction de l'empreinte carbone serait l'équivalent de se couper les ongles pour perdre du poids. »

Loin de l'idéalisme utopiste que lui reprochent ses adversaires, son discours est concret et abouti, concluant qu'une stratégie politique de décroissance organisée démocratiquement pourrait servir de transition vers un modèle économique durable maintenu dans un état stationnaire. Au-delà de sa rigueur scientifique, le message

L'économiste Timothée Parrique prône une décroissance économique organisée démocratiquement, avec l'objectif de réduire l'empreinte écologique dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être.



véhiculé par les économistes décroissants est porteur d'espoir pour un avenir plus juste et écologique. Les ressources naturelles se raréfient, alors que leur consommation augmente. « Si la nature était une banque, autant dire qu'elle ne nous prêterait plus », dit Timothée Parrique.

Après une exploration approfondie du sujet pendant 45 minutes, l'économiste français a rejoint une table ronde animée par Nancy Thomas, membre du CSDD. L'objectif de cette discussion était donc de répondre à la question : le Luxembourg doit-il organiser sa décroissance ? Une interrogation éclairée par les explications de Timothée Parrique, qui rappelle les différences entre récession et décroissance. La première est une conséquence d'un choc exogène accidentel, la seconde est une stratégie démocratiquement planifiée visant à réduire l'empreinte écologique dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être.

Pour débattre avec l'économiste français, les organisateurs avaient sollicité Christian Schulz, mais aussi François Mousel, managing partner de PWC, Aline Muller, CEO du Liser et Serge Allegrezza, l'ancien directeur du Statec, ce dernier dévoilant d'emblée une certaine défiance à l'égard du chercheur en décroissance.

Discussion houleuse et regards moqueurs

Une fois lancée, la discussion a été houleuse, avec un Serge Allegrezza solidement établi dans son statut d'autorité en matière d'économie au Luxembourg : il a affirmé, sans argumentation précise, que la décroissance a déjà commencé et qu'elle n'est pas viable. Pour sa part, François Mousel, s'est interrogé sur l'intérêt de stopper volontairement la croissance d'une entreprise à but lucratif, comparant cela à de l'autosabotage. Plus mesurée, Aline Muller a défendu un modèle de croissance verte, selon elle plus attrayant que le modèle décroissant proposé par ses collègues économistes. Ses interventions raisonnables étaient tout de même ponctuées d'échanges de regards moqueurs avec son voisin de table, Serge Allegrezza, en posture

INTERGLOBAL

KAFFEEANBAU IN HONDURAS

Bohnen mit Perspektive

Knut Henkel

de désaccord ostentatoire avec les défenseur·euses de la décroissance.

Les principales inquiétudes soulevées par les réfractaires à la décroissance concernent le système des retraites, le système de santé et l'emploi, qui ne pourraient se maintenir que dans un modèle économique en croissance. Timothée Parrique, soutenu par Christian Schulz, a répondu à ces préoccupations sous les applaudissements d'un public clairement convaincu par ses propositions. Parmi celles-ci se trouvent des mesures concrètes comme l'interdiction de la publicité de produits polluants, une révision du temps de travail ou encore l'interdiction du surprofit, notamment dans l'industrie pharmaceutique, où la baisse drastique du coût des médicaments ainsi que leur démarchandisation pourraient réduire les dépenses du système de santé.

Occupant l'estrade, Timothée Parrique a clôturé son intervention en rappelant que « l'économie n'est pas un être vivant, indépendant de la volonté des humains, mais une construction sociale qui résulte de prises de décision variées et quotidiennes ». Une mise au point rassurante, qui rappelle qu'un changement de paradigme est bel et bien à la portée des responsables politiques. L'économiste a conclu en insistant sur la valeur scientifique des recherches en décroissance, qui constituent bien une discipline académique et non une utopie sans fondements.

Mais ses interventions percutantes ont été dédaignées par les opposant·es à la décroissance, qui semblent ne pas vouloir écouter les arguments de Timothée Parrique, pourtant invité comme tête d'affiche de la soirée. Ce rejet illustre peut-être la frilosité du Luxembourg à embrasser un changement de paradigme qui reste pourtant orienté vers la prospérité et le bien-être. Dommage, car l'économiste met en avant dans ses travaux l'existence de 380 instruments de décroissance recensés dans la littérature scientifique. Il s'agit de 380 pistes à explorer pour construire un avenir durable et qui méritent une écoute attentive.

Viele Kaffeeregionen in Mittel- und Südamerika haben unter den Folgen der Auswanderung in Richtung USA zu leiden. Es fehlen vor allem junge Arbeitskräfte, eine Überalterung der verbleibenden Gesellschaft ist die Folge. Doch selbstorganisierte Genossenschaften steuern dem Trend entgegen: Sie fördern den Nachwuchs und basteln so an einem Modell für die Zukunft – nicht nur für Zentralamerika.

Ricardo Cortez steht vor den blauen 350-Liter-Fässern, in denen er mit seinem Bruder Albino Kaffeebohnen fermentieren lässt. Auf jedes der Fässer ist ein gläsernes Ventil gepfropft. Es sorgt dafür, dass Kohlendioxid entweichen kann, was die beiden jungen experimentierfreudigen Kaffeebauern auch mehrmals täglich überprüfen. „Wir versuchen unsere Kaffeequalität zu steigern, stecken viel Zeit hinein“, sagt der 25-jährige Ricardo. Bis zu 120 Stunden lasse man den Kaffee ohne Sauerstoffzufuhr fermentieren.

In diesem Jahr zählt das Brüderpaar zu den 18 Mitgliedern der honduranischen Kaffeeproduzentengenossenschaft „Asoprosan“, die bei dem regionalen Wettbewerb „Taza de Excelencia“ (zu Deutsch „Tasse der Spitzenklasse“; Anm. d. Red.) mitmachen. Die beiden hoffen sowohl auf einen Preis als auch auf zahlreiche Käufer ihrer Edelbohnen. Asoprosan ist in San Andrés angesiedelt, einer Kleinstadt mit rund 6.000 Einwohner*innen im Südwesten von Honduras, nahe der Grenze zu El Salvador. Dort wird in einer von Pinienwäldern geprägten, recht trockenen Region Kaffee angebaut. Seit Anfang 2017 existiert die Organisation mit derzeit 159 Genoss*innen, darunter 28 Frauen. Die Initiative für ihre Gründung ging Ende 2015 von Carlos Guevara und seinem Freund Deniz Orlando Cortez aus. Die beiden Nachwuchs-Kaffeebauern hatten es satt, ihren Kaffee unter Preis zu verkaufen.

„Hier fehlte eine Organisation, die im Interesse der lokalen Bauern und Bäuerinnen agiert, um endlich faire Preise für die Kaffeeproduzent*innen durchzusetzen“, so Guevara. Er ist heute bei der Familie Cortez zu Besuch und mustert die kleine Runde in der geräumigen Lagerhalle, wo ein paar Dutzend prall gefüllte Kaffeesäcke neben einigen der blauen Fermentationsfässer lagern. In der Kaffeeregion

San Andrés, die der Kaffeeregion ihren Namen gab, diktierten bis Anfang 2016 die Zwischenhändler, die Coyotes, de facto die Preise.

„Wir haben vor allem auf Quantität, nicht auf Qualität gesetzt, sagt Albino Cortéz Agueta. Er ist der Vater der Cortez-Brüder und froh, dass sich das inzwischen geändert hat. Gleich nach Gründung der Genossenschaft sei er dort Mitglied geworden, erinnert sich der 63-Jährige, danach habe er seinen beiden Söhnen nach und nach mehr Vertrauen geschenkt. Heute lässt er ihnen komplett freie Hand und ist stolz auf die Ergebnisse. „Wir haben alle dazugelernt, verdienen deutlich besser – dank Asoprosan“, bemerkt er mit einem Wink in Richtung Guevaras. Der ausgebildete Forstingenieur leitet die Genossenschaft gemeinsam mit Deniz Orlando Cortez und hat ihm dazu geraten, die Verantwortung an seine Söhne abzugeben. Guevara und sein Kompagnon engagieren sich nicht nur für eine nachhaltige, klimaschonende Kaffeeproduktion, sondern auch für bessere ökonomische Perspektiven für die nachwachsende Generation.

Dazu zählen auch die Cortez-Brüder. Albino, ein kräftiger, athletischer Typ, hat 2020 wie viele andere versucht, mit einer der Karawanen in die USA zu gelangen. „Damals sah ich keine Perspektive hier in San Andrés, heute ist das anders“, sagt der 29-Jährige. „Zum einen weil wir auf die Qualität unseres Kaffees setzen, zum anderen weil unser Vater uns machen lässt; das war nicht immer so.“ Er steht

in einem der Trockenzelte, wo die Kaffeebohnen in der Sonne liegen und dabei regelmäßig gewendet werden, damit sie schonend ihre Feuchtigkeit verlieren. Dadurch bleibt mehr Aroma in den Bohnen, weshalb Spezialitäten-Röstereien in aller Welt Wert auf dieses Verfahren legen.

„Die Abwanderung und der Klimawandel haben dafür gesorgt, dass Honduras auf dem Kaffeeweltmarkt an Bedeutung verliert.“

Dass wissen auch die Brüder Cortez. In den vergangenen Jahren haben sie sich im Internet schlau gemacht, aber auch auf die Expertise der beiden Geschäftsführer von Asoprosan zurückgegriffen. Diese haben den Anbau innerhalb der Genossenschaft revolutioniert: 137 der 159 Produzent*innen sind derzeit bio-zertifiziert, die restlichen 22 im Übergangsprozess dorthin. „Wir bauen hier im Schatten der Pinienwälder unseren Kaffee nach agroforstwirtschaftlichen Kriterien an und wollen uns ähnlich wie das weiter südlich liegende Marcala als Referenzregion für Qualitätskaffee etablieren“, umreißt der 38-jährige Guevara das übergeordnete Ziel.

Dafür braucht es engagierte und motivierte Genoss*innen; und dabei wiederum spielt die nachrückende

Auswanderung: Alltag in Mittelamerika

(Knut Henkel) – Auswanderung ist eine Realität, die in Mittelamerika – und dort vor allem in El Salvador, Honduras und Guatemala – zum Alltag gehört. 300.000 Menschen pro Jahr waren es Schätzungen zufolge bereits in den 1990er-Jahren, die sich aus den drei Ländern des Triángulo Norte, des nördlichen Dreiecks, auf den Weg machten. Verlässliche Statistiken gibt es auch über die Zahl der heutigen Migrant*innen nicht, denn viele von ihnen ihr Land über die grüne Grenze statt über einen offiziellen Grenzübergang verlassen. Seit Herbst 2018 schließen sich die Menschen zu ihrer eigenen Sicherheit häufig zu großen Karawanen in Richtung USA zusammen (siehe „Die Bestie bremsen“ in woxx 1502). Im Jahr 2023 wurden von dort allein nach Honduras 75.875 Menschen abgeschoben – doch die Dunkelziffer ist hoch. Die Gründe für die Auswanderung der Menschen sind bekannt: fehlende Perspektiven, ein hohes Maß an Kriminalität und eine ineffektive, korrupte Justiz. Es handelt sich um strukturelle Probleme, die sich nur mit mehr Kooperation und Unterstützung für demokratische Prozesse lösen lassen.

Hat mit der Gründung der Kaffee-Genossenschaft ein erfolgreiches Modell geschaffen: Carlos Guevara, einer der Geschäftsführer von Asoprosan.

Generation eine tragende Rolle. „Wir müssen den Nachwuchs früher und besser einbinden, um Migration zu bremsen und unsere Altersstruktur intakt zu halten“, erklärt Carlos Guevara die zentrale Herausforderung. Mit dieser sehen sich nicht nur die Genoss*innen von Asoprosan konfrontiert, sondern auch fast alle anderen Genossenschaften in der Region. Auswanderung ist in Honduras, aber auch im benachbarten El Salvador, in Guatemala oder Kolumbien ein Faktor, der viele dieser Zusammenschlüsse vor wachsende Probleme stellt (siehe Kasten).

Pflücker*innen, die die knallroten Kaffeekirschen ernten, sind rar und verlangen deshalb deutlich höhere Löhne als früher. Für sie, aber auch für die Kinder der Kaffeebauern, seien die hohen Löhne in den USA überaus verlockend, so Deniz Orlando Cortez. Der 34-jährige war vor rund zehn Jahren an dem gleichen Punkt wie der fünf Jahre jüngere Albino es heute ist. Das gleiche gilt für acht weitere junge Kaffeebäuerinnen und -bauern aus der Region San Andrés, die 2021 über San Pedro Sula, Guatemala und Mexiko den risikoreichen Weg in die USA einschlagen wollten. Orlando Cortez und Guevara konnten sie davon abbringen, indem sie Hilfe anboten und ihren Worten auch gleich Taten folgen ließen.

„Wir haben den acht einen Kaffeeröster geschenkt, 20 Bienenvölker und unsere Unterstützung bei den Banken, mit den Eltern und bei der Schulung angeboten“, sagt Orlando Cortez. Er hat sich dabei an seine eigenen Erfahrungen im Jahr 2021 erinnert. Damals wollte er ebenfalls gehen, doch sein Vater habe ihn gebremst. „Sieben Hektar Brachland hat er mir damals überlassen, wo ich meinen ersten eigenen Kaffee anbauen konnte“, erinnert er sich. Heute bewirtschaftet er rund 20 Hektar in Eigenregie, hat somit einen der größeren Betriebe und berät die Asoprosan-Genoss*innen bei der Auswahl und Pflege der Kaffeepflanzen.

Außerdem kann er zuhören. Orlando Cortez weiß um die Sorgen der Jugendlichen aus der Region, die genau wie ihre Altersgenoss*innen in anderen Anbauregionen händelnd nach Zukunftsperspektiven suchen. „Die Abwanderung und der Klimawandel haben dafür gesorgt, dass Honduras auf dem Kaffeeweltmarkt an Bedeutung verliert“, beschreibt

der Genossenschaftsgeschäftsführer die Situation. „Wir sind vom 5. auf den 6. Platz unter den Anbauländern zurückgefallen.“

Diese Sorge teilt er mit seinem Kollegen Rodolfo Peñalba, dem Geschäftsführer der weiter südlich in Marcala liegenden Genossenschaft „Comsa“. Rund 1.600 Mitglieder beiderlei Geschlechts hat dieser Zusammenschluss. „Wir müssen mehr tun für die Jugend, Perspektiven im eigenen Land bieten und appellieren seit Jahren an die Regierung, mehr in Bildung, ländliche Infrastruktur und Beratung zu investieren“, so Peñalba. Sein Wort hat durchaus Gewicht, denn Comsa ist zumindest in Honduras ein großer Anbieter und sehr erfolgreich beim Verkauf des Kaffees der Genoss*innen. Das Gros der Ware geht nach Deutschland, aber auch nach Luxemburg, Belgien, Frankreich und vermehrt nach Asien.

Das Gros der Ware geht nach Deutschland, aber auch nach Luxemburg, Belgien, Frankreich und vermehrt nach Asien.

Verantwortlich für den Erfolg sind nicht nur die guten Kontakte von Comsa, sondern vor allem die nachhaltigen, ökologische Produktion, für die Biodünger produziert wird und für die Abertausende von schattenspendenden Bäumen gepflanzt wurden. In der Qualität hat sich das positiv bemerkbar gemacht; ein Grund, weshalb Carlos Guevara und Deniz Cortez immer wieder Genoss*innen aus San Andrés nach Machala schicken, um sich die angewendeten Methoden anzusehen. „Wir brauchen Expertise, müssen gemeinsam neue Perspektiven für unsere Jugend aufbauen und die Regierung auffordern, mehr zu tun“, sagt Carlos Guevara. Bei Comsa und anderen innovativen Kaffeekooperativen stimmt man ihm uneingeschränkt zu.

Auf behördlicher Ebene ist allerdings bislang wenig passiert. Den vollmundigen Erklärungen der Regierung von Präsidentin Xiomara Castro, die Anfang 2022 ankündigte, mehr gegen die Auswanderung tun zu wollen, sind bisher kaum Taten gefolgt. Derzeit verlassen laut verschiedener Men-



FOTO: KNUT HENKEL

schenrechtsorganisationen zwischen 700 und 1.000 Menschen täglich das mittelamerikanische Land. Das ist in Guatemala und El Salvador nicht viel anders, obwohl der Tripp per Schleuser in die USA rund 12.000 US-Dollar kostet. Für viele ist es das wert, wie Rodolfo Peñalba nahelegt: „Ich bekomme immer wieder zu hören, dass die Honduraner, Frauen wie Männer, schon am Tag nach ihrer Ankunft in den USA Jobs bekommen.“

Das mag sicherlich nicht für alle gelten, zeigt aber, dass die US-Wirtschaft nach wie vor Jobs generiert, die von US-amerikanischen Löhnerwerbstätigen nicht übernommen werden. Für die kaffeeproduzierenden Regionen in Honduras und den Nachbarländern ist das eine schlechte Nachricht. „Wir können bei den Löhnen nicht mithalten, dürfen aber nicht tatenlos zusehen“, sagt Peñalba über die Abwanderung.

Carlos Guevara und Deniz Orlando Cortez stimmen ihm zu. Die beiden haben sich entschieden, mehr gegen diesen Trend zu tun. Sie haben den Kontakt zu den Kindern von Kaffeebäuerinnen und -bauern intensiviert und die Gründung einer Jugendorganisation angestoßen. Da trifft sich nun der Nachwuchs im Alter von rund 25 Jahren, tauscht sich aus und koordiniert die Zusammenarbeit.

„Alle helfen sich gegenseitig“, so Dilcia Vasquez und Osman David Cortez. Die beiden gehörten zu den bereits erwähnten acht Asoprosan-Genoss*innen, die 2021 kurz davor waren, sich einer Karawane in Richtung USA anzuschließen. „Heute sind wir froh, dass wir geblieben sind“, sagt

Vasquez: „Ich koordine die Arbeit unser Imker*innen, Osman die des Röstteams.“

Sowohl der Honig, im letzten Jahr immerhin rund 2.400 Liter, aber auch der Kaffee der Jugendgruppe erfreuen sich in der Region wachsender Nachfrage. Das gilt auch für San Pedro Sula und Tegucigalpa, die beiden größten Städte des Landes. Innerhalb der 20-köpfigen Jugendgruppe von Asoprosan sorgt das für Euphorie. So wird derzeit über eine Anlage für das Schleudern des Honigs und die Abfüllung diskutiert. Auch die Produktion der beiden eigenen Kaffeemarken wird kontinuierlich ausgebaut. „Heute sehen wir die Perspektiven, die uns 2020/21 fehlten“, meint Osman David Cortez, der gerade am Röster steht. Er ist genauso wie Dilcia zum Gesicht der Jugendorganisation der Genossenschaft geworden. Gemeinsam werben sie heute für den Aufbau eigener Projekte und den Verbleib in der Region.

Das hat die beiden Asoprosan-Geschäftsführer sogar dazu inspiriert, eine ganz besondere Bohne, nämlich den „Café Antimigrante“, den Anti-Auswanderungs-Kaffee, aufzulegen. Der wird unter anderem vom deutschen Fairtrade-Handelshaus „Gepa“ gekauft und ist ein feiner Gourmet-Kaffee, zu dem auch Ricardo und Albino Cortez ihre Bohnen beisteuern. Bohnen, die für Perspektiven sorgen sollen.

Knut Henkel berichtet für die woxx aus Lateinamerika.